

Le Mouvement Jacobin : Révolutionnaires et Radicaux

Par Frank , 28 avril 2026

Le Mouvement Jacobin : Révolutionnaires et Radicaux

Comment les révolutionnaires radicaux ont transformé la Révolution française et façonné les idéaux démocratiques modernes



Source : Wikimedia Commons / Musée Carnavalet, Paris

Introduction

La fin du XVIIIe siècle en France fut une période tumultueuse, marquée par l'émergence d'idéologies révolutionnaires. Pour mettre fin à l'emprise de la monarchie absolue, le peuple a pris les choses en main, ce qui a abouti à la Révolution française. L'un des groupes les plus influents fut le Club des Jacobins, dont les membres appelaient à une société plus égalitaire. Cependant, les Jacobins sont devenus de plus en plus radicaux, poursuivant leurs opposants et instaurant l'infâme « Terreur ». Cet article examine l'ascension, l'idéologie et l'héritage des Jacobins.

Climat Politique en France Avant l'Ascension du Mouvement Jacobin



Louis XVI, Roi de France et de Navarre, portant son grand costume royal, par Antoine-François Callet, vers 1778-1779. Source : Wikimedia Commons / Musée de l'Histoire de France, Versailles

Avant le début de la Révolution française en 1789, la France était une monarchie absolue. Le roi Louis XVI régnait avec un pouvoir sans contrôle et un droit divin depuis Versailles. Le gouvernement était centralisé. Pendant la période moderne en Europe, de nombreux monarques prétendaient avoir un soi-disant droit divin de régner. Croyant que Dieu les avait nommés, Lui seul pouvait les juger ; ainsi, ils étaient au-dessus des lois terrestres.[1]

Pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle, le mécontentement s'est rapidement accru dans toute la France. Les systèmes politiques, sociaux et économiques de la nation faisaient face à de graves défis, et le sentiment révolutionnaire était palpable bien avant 1789. La concentration déséquilibrée du pouvoir était aggravée par la dette nationale substantielle de la France due aux guerres et à la participation à la Révolution américaine (1775-1783).[2] Le système fiscal était profondément inégal : l'aristocratie et le clergé étaient largement exemptés, tandis que les classes inférieures supportaient de lourdes charges. Au-delà des échecs gouvernementaux, la mauvaise infrastructure, la guerre et les pénuries alimentaires ont intensifié le mécontentement public.



Prise de la Bastille, par Jean-Pierre Houël, 1789. Source : Wikimedia Commons / Gallica, Bibliothèque nationale de France, Paris

Dans la France du XVIII^e siècle, les Lumières ont été une force essentielle diffusant les idées révolutionnaires et permettant des mouvements comme les Jacobins. Des philosophes tels que Montesquieu, Rousseau et Voltaire ont défié l'absolutisme, plaidant pour la séparation des pouvoirs et des systèmes politiques fondés sur les droits naturels.[3]

Suite à la prise de la Bastille (14 juillet 1789), à l'abolition de la féodalité et à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (août 1789), le paysage politique de la France s'est transformé de manière spectaculaire. Initialement, les forces révolutionnaires étaient moins radicales que les Jacobins. Cependant, la détérioration des conditions économiques et le mécontentement généralisé ont propulsé les Jacobins au premier plan parmi les forces politiques dominantes de la Révolution.

Origines du Mouvement Jacobin



Sceau apposé par les Jacobins de Paris sur leurs manuscrits et publications, vers 1792. Source : Wikimedia Commons

Les Jacobins étaient initialement connus sous le nom de Société des Amis de la Constitution, s'opposant à la monarchie absolue et plaidant pour une monarchie constitutionnelle. Les premiers partisans étaient modérés, mais le mouvement

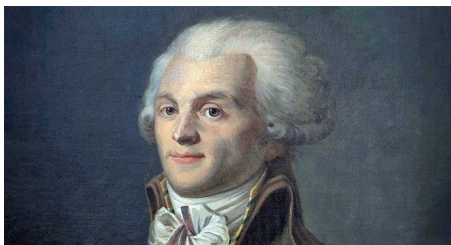
s'est radicalisé après son déménagement à Paris dans un contexte de mécontentement croissant face aux progrès de la Révolution.

À Paris, les membres se réunissaient dans un ancien couvent dominicain—localement connu sous le nom de « Jacobins »—ce qui leur a valu leur surnom durable. Au fur et à mesure que la Révolution avançait, le mouvement s'est élargi, attirant des membres de diverses classes sociales et professions.

Des divisions internes sont apparues entre les modérés dirigés par Antoine Barnave et les radicaux dirigés par Maximilien Robespierre.[4] Les modérés soutenaient la monarchie constitutionnelle ; les radicaux exigeaient une république. Cette scission a culminé en 1792, Robespierre menant la faction républicaine radicale.

Les idées jacobines se sont répandues dans tout le pays par le biais de clubs locaux qui fonctionnaient comme des bastions du républicanisme. Ces clubs distribuaient des bulletins d'information et des pamphlets promouvant le républicanisme tout en condamnant les abus de pouvoir aristocratiques, cléricaux et royaux. Leur mission : rappeler aux citoyens leur pouvoir de renverser la tyrannie et leur droit de participer à la gouvernance par le vote et la représentation.

Idéologie et Objectifs du Mouvement Jacobin



Portrait de Maximilien Robespierre, auteur inconnu, vers 1790. Source : Wikimedia Commons / Musée Carnavalet, Paris

Après s'être séparés des modérés en 1792, les Jacobins ont fermement plaidé pour l'abolition de la monarchie et l'établissement d'une république démocratiquement élue. Influencés par les idéaux démocratiques des Lumières, ils ont puisé leur inspiration idéologique dans le concept de « volonté générale » de Jean-Jacques Rousseau.[5]

En janvier 1793, les Jacobins et Robespierre ont soutenu l'exécution du roi Louis XVI, considérant la monarchie comme antithétique aux idéaux révolutionnaires. Cela a suivi la tentative de fuite ratée de la famille royale (juin 1791), leur arrestation à Varennes, et la prise du Palais des Tuileries par les sans-culottes (août 1792) avec le

soutien des Jacobins. La monarchie a été abolie en septembre 1792, établissant la République française.

Les Jacobins cherchaient également à abolir le système féodal et à combattre les inégalités économiques par des politiques bénéficiant à tous les citoyens, en particulier aux classes inférieures souffrant de pénuries alimentaires. Ils ont activement recruté des salariés et des paysans dans la vie politique, encourageant la participation à l'élection des représentants. Leur ascension au pouvoir découlait de manœuvres politiques et de la radicalisation de masse.



Une exécution capitale, par Pierre-Antoine Demachy, vers 1793. Source : Wikimedia Commons / Musée Carnavalet, Paris

Dans les années 1790, les Jacobins se sont alliés aux sans-culottes—révolutionnaires urbains radicaux. Cette alliance s'est avérée cruciale pour leur succès politique. En août 1792 (et non 1790), les sans-culottes et les Jacobins ont pris d'assaut le Palais des Tuileries, renversant la monarchie.[6]

Suite à cela, la Première République française a été établie. Les révolutionnaires radicaux cherchaient la rétribution : des milliers de royalistes (et de suspects royalistes) ont été exécutés en septembre 1792. Le roi Louis XVI a été guillotiné en janvier 1793.

Malgré un large soutien et de grandes attentes, le règne jacobin est devenu synonyme de la « Terreur ». Bien qu'ils visaient à construire une république fondée sur la démocratie et la vertu radicale, leurs tactiques autoritaires et leur usage de la terreur ont finalement conduit à leur chute.

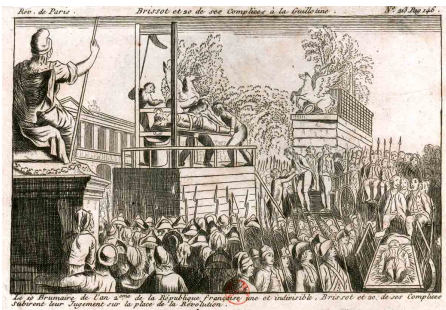
La Terreur



Condamnation à mort des Sœurs de la Charité d'Arras en 1794. Source : Wikimedia Commons / Église Saint-Pierre de Miniac-Morvan, Paris

La Terreur (1793-1794) a marqué l'apogée de l'influence des Jacobins dans la Première République française. Le nom reflète les mesures sévères utilisées contre les opposants politiques pour consolider le nouveau système.

En 1793, les Jacobins radicalisés contrôlaient le gouvernement dans un contexte de défis sévères : guerre contre une coalition Autriche-Prusse-Grande-Bretagne depuis 1792, et soulèvements internes de royalistes et de fédéralistes—particulièrement en Vendée—qui ont dégénéré en guerre civile.



Brissot et 20 de ses complices à la guillotine, auteur inconnu, 31 octobre 1793. Source : Wikimedia Commons / Gallica, Bibliothèque nationale de France, Paris

En juin 1793, un soulèvement populaire a évincé les Girondins—révolutionnaires modérés—de la Convention nationale (l'assemblée gouvernante de la France jusqu'en 1795). La Convention est alors passée sous le contrôle des Montagnards, une faction radicale étroitement liée au Club des Jacobins.

Les mois suivants ont vu les Montagnards, aidés par les Jacobins et les sans-culottes, cibler les opposants politiques et tous ceux dont on soupçonnait qu'ils soutenaient les royalistes. La guillotine est devenue le symbole de l'époque. En octobre 1793 (et non 1973), la reine Marie-Antoinette a été exécutée. Ce même mois, Georges Danton

et Camille Desmoulins—anciens alliés de Robespierre—ont également été guillotisés.[7]



Portrait de Marie-Antoinette, auteur inconnu, d'après Jean-Baptiste André Gautier-Dagoty, après 1775. Source : Wikimedia Commons / Musée Antoine-Lécuyer, Saint-Quentin, France

Maximilien Robespierre a famously déclaré : « La terreur n'est autre chose que de la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu. »[8] Les Montagnards et les Jacobins ont formé le Comité de salut public pour défendre la France et la Révolution contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Pendant la Terreur, cet organe dirigeant de facto a persécuté et exécuté des milliers de personnes accusées d'activités contre-révolutionnaires.

L'idéologie radicale jacobine soutenait que la révolution et la république ne pouvaient survivre avec une opposition. L'historien Albert Soboul, analysant la Révolution à travers un cadre marxiste, a soutenu que la Terreur résultait de l'antagonisme de classe entre l'aristocratie/la bourgeoisie et les classes inférieures exigeant des droits fondamentaux.[9]

La Fin et l'Héritage du Mouvement Jacobin

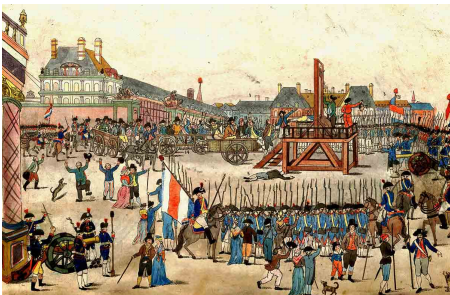


L'Appel des Dernières Victimes de la Terreur, par Charles Louis Müller, 1850. Source : Wikimedia Commons / Musée des Beaux-Arts de Carcassonne

La Terreur a généré une peur et un mécontentement généralisés à l'égard du leadership de Robespierre. Personne ne se sentait en sécurité sous la dictature de facto du Comité de salut public. En 1794, même les révolutionnaires ont retiré leur soutien. Simultanément, Robespierre s'est distancié des sans-culottes, alarmé par leurs exigences de plus en plus radicales.

Les divisions internes ont culminé à l'été 1794. Robespierre et ses proches partisans ont été arrêtés le 27 juillet 1794 et exécutés le lendemain.

Ce renversement—connu sous le nom de Réaction thermidorienne—a mis fin à la Terreur et au règne jacobin. « Thermidor » était le onzième mois du calendrier révolutionnaire français (1793-1805), s'étendant de fin juillet à fin août.



L'exécution de Robespierre et de ses partisans le 28 juillet 1794, par un auteur inconnu. Source : Wikimedia Commons / Gallica, Bibliothèque nationale de France, Paris

Le Club des Jacobins a été interdit par la loi en 1794 ; les sans-culottes ont perdu leur influence politique. La Terreur a été suivie de la « Terreur blanche »—la persécution des Jacobins. La Première République française a adopté des politiques plus modérées.



Fermeture du Club des Jacobins par Louis Legendre dans la matinée du 28 juillet 1794, gravure par Claude-Nicolas Malapeau d'après Jean Duplessis-Bertaux, 1802.
Source : Wikimedia Commons / Gallica, Bibliothèque nationale de France, Paris

Malgré le radicalisme ayant conduit à des milliers d'exécutions, les Jacobins ont profondément influencé la Révolution française et les idéaux démocratiques mondiaux.[10] Ils sont souvent crédités d'avoir fait avancer les luttes pour les droits politiques et humains.

Ils ont joué un rôle crucial dans l'établissement de la Première République française et la promotion d'une gouvernance fondée sur la volonté populaire. Les Jacobins ont également soutenu l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, l'adoption de lois protégeant les droits humains et garantissant l'égalité devant la loi, et la mise en œuvre de politiques économiques pour garantir l'accès à la nourriture et au logement pour tous les citoyens.

Sources

Furet, François. *Revolutionary France, 1770-1880*. Blackwell Publishing, 1992.
Analyse complète de l'idéologie révolutionnaire et de son impact mondial.

Soboul, Albert. *The French Revolution, 1787-1799: From the Storming of the Bastille to Napoleon*. Vintage Books, 1975. Perspective historique marxiste sur la dynamique de classe pendant la Révolution.

Robespierre, Maximilien. « Rapport sur les principes de morale politique. » Discours à la Convention nationale, 5 février 1794. Archives Numériques. Source primaire documentant la justification idéologique jacobine de la Terreur.

Schama, Simon. *Citizens: A Chronicle of the French Revolution*. Vintage Books, 1989. Histoire narrative soulignant les expériences humaines pendant la violence révolutionnaire.

Lefebvre, Georges. The French Revolution: From Its Origins to 1793. Columbia University Press, 1962. Ouvrage savant fondamental sur les mouvements sociaux révolutionnaires.

Rousseau, Jean-Jacques. Du Contrat Social. 1762. Fondement philosophique des concepts jacobins de souveraineté populaire et de volonté générale.

Palmer, R.R. Twelve Who Ruled: The Year of the Terror in the French Revolution. Princeton University Press, 1941. Étude détaillée du Comité de salut public et du leadership jacobin.

Hampson, Norman. The Enlightenment. Penguin Books, 1990. Contextualise l'influence de la philosophie des Lumières sur la pensée révolutionnaire.

Soboul, Albert. « La Révolution française et la création de la culture politique moderne. » Journal of Modern History, vol. 47, n° 3, 1975, pp. 451-478. Analyse des facteurs économiques et du conflit de classe dans la France révolutionnaire.

Doyle, William. The Oxford History of the French Revolution. 2e éd., Oxford University Press, 2018. Aperçu faisant autorité des structures politiques et des crises pré-révolutionnaires.

Mina Menkovic. MA en Sciences Politiques et Sociales. © 2025 [Historical Insights](#).